

N° 5179⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(4.5.2004)

Par dépêche du 24 juin 2003, du Premier Ministre, Ministre d'Etat, le Conseil d'Etat fut saisi du projet de loi portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques, élaboré par le ministre délégué aux Communications. L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics fut transmis au Conseil d'Etat par dépêche du 17 octobre 2003, celui de la Chambre des employés privés par dépêche du 7 novembre 2003, celui de la Chambre de travail par dépêche du 19 novembre 2003 et celui de la Chambre de commerce par dépêche du 12 février 2004.

Le projet de loi a pour objet de transposer dans le droit national la partie du „paquet télécom“ qui concerne spécifiquement la gestion des ondes radioélectriques, l'ensemble du „paquet“ étant constitué de textes préparés par la Commission de l'Union européenne afin d'adapter le cadre réglementaire en matière des télécommunications, des médias et des technologies de l'information. Les textes relatifs aux ondes radioélectriques se retrouvent dans la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre commun pour réseaux et services de communications électroniques, dite directive „cadre“ (article 9) et dans la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques, dite directive „autorisation“ (articles 6, 7 et 8, ainsi que partie B de l'Annexe) alors que la décision 676/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire pour la politique en matière de spectre radioélectrique dans la Communauté européenne, dite décision „spectre radioélectrique“, établit un cadre pour l'harmonisation en la matière.

Enfin, la gestion des ondes radioélectriques, du moins pour ce qui est de certains de ses aspects internationaux et des instruments internationaux de gestion des ondes radioélectriques, relève encore de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), organisation des Nations Unies, qui, par son Règlement des Radiocommunications, vise à permettre aux membres des Nations Unies de faire de la ressource rare que constituent les fréquences un usage rationnel et respectueux de l'intérêt général au niveau international.

L'exposé des motifs fournit une série d'arguments destinés à justifier l'inscription dans une loi à part des règles spécifiques à l'organisation de la gestion des ondes radioélectriques. Le Conseil d'Etat peut se déclarer d'accord avec cette approche.

*

EXAMEN DES ARTICLES*Article 1er*

Tout en se déclarant d'accord quant au fond avec le texte proposé par les auteurs du projet de loi, le Conseil d'Etat suggère de libeller l'article comme suit:

„(1) Les définitions fournies par le Règlement des Radiocommunications dans sa version la plus récente adoptée par l'Union Internationale des Télécommunications ainsi que celles figurant à l'article 2 de la loi sur les réseaux et les services de communications électroniques s'appliquent également au texte de la présente loi.

(2) En outre, au sens de la présente loi, on entend par:
 ...“

Article 2

Sans observation.

Article 3

Les termes utilisés garantissent que l'utilisation de fréquences d'émission de signaux radioélectriques ou de canaux radioélectriques sur toute parcelle du territoire national – y compris par les navires et bateaux, les aéronefs et les satellites circulant sous pavillon luxembourgeois – se fait toujours dans les conditions du projet de texte sous examen.

L'utilisation, moyennant émission et réception, des fréquences et canaux est subordonnée à une licence qui assigne les fréquences et canaux utilisables par une personne déterminée.

Sans observation.

Article 4

Cet article permet au Gouvernement de limiter ou d'interdire l'utilisation des fréquences dans des situations exceptionnelles (guerre, crise internationale, catastrophe naturelle). Si le Conseil d'Etat peut se déclarer d'accord avec le fond de cet article, il estime cependant que la formule „... le Gouvernement peut ... interdire ...“ devrait être précisée par l'indication de la forme que prendra la décision du Gouvernement. Lorsqu'il s'agira d'une disposition à portée générale, la forme de la décision sera nécessairement celle du règlement grand-ducal; lorsqu'il s'agira d'une disposition à caractère individuel, la forme sera celle d'un arrêté ministériel.

Article 5

Sans observation.

Article 6

Le Conseil d'Etat suggère de lire le paragraphe 2 comme suit:

„... dans le cadre d'une procédure publique d'appel de candidature au meilleur offrant, soit par une sélection concurrentielle, soit par une sélection comparative ...“

Le paragraphe 3, deuxième phrase, pourrait se lire ainsi:

„Faute par un titulaire de licence de respecter son engagement, le ministre ...“

Article 7

Sans observation.

Article 8

Le Conseil d'Etat suggère de lire au paragraphe 2 la fin de la première phrase „... et des services de secours“, formule qui lui paraît plus appropriée que celle de „et/ou de la sauvegarde de la vie humaine“.

Article 9

Etant donné que les règles organiques organisant le Gouvernement donnent au ministre le droit d'accorder une délégation de signature au sujet des affaires relevant de son département et que cette délégation de signature peut même être accordée, moyennant certaines précautions de forme, à une personne ne faisant pas partie directement du ministère – donc, en l'occurrence, à un agent de l'Institut – la possibilité qu'entend ouvrir l'article 9 du projet de loi existe d'ores et déjà. Le Conseil d'Etat ne voit dès lors pas l'utilité de maintenir le texte en question.

Article 10

Le Conseil d'Etat suggère d'omettre dans le paragraphe 1er, derrière les termes „sans y être autorisée“, ceux de „en bonne et due forme“.

Dans le paragraphe 3, les termes „le ministre ou ses délégués mandatés à cet effet“ devraient se lire „le ministre“. La même observation vaut pour le paragraphe 5.

Article 11

Le Conseil d'Etat suggère d'omettre *in fine* les termes „toutes conditions égales par ailleurs“ et de les remplacer par la formule suivante: „tant qu'elles n'auront pas été renouvelées selon les procédures et dans le respect des conditions fixées par la présente loi“. Ce texte non plus ne met le ministre dans l'obligation de renouveler immédiatement toutes les licences émises sous l'empire de la loi antérieure abrogée, ni de les renouveler aux conditions initiales, mais il est plus précis que celui proposé par les auteurs du projet de loi.

Articles 12 et 13

Sans observation.

Sous réserve des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat peut se déclarer d'accord avec le texte du projet de loi sous examen.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 4 mai 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

